

Nouveau rapport sur le climat

Fait du jour

Transcription

Medhi Meddeb :

Non, il n'est pas trop tard pour limiter les effets du réchauffement climatique.

Romain Auzouy :

C'est le message du rapport du GIEC [**NDLR : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat**], les experts sur le climat. Rapport qui a été rendu public ce lundi, mais rapport dans lequel il est également précisé qu'il va falloir engager des transformations rapides et des transformations sans précédent.

Tous les secteurs sont appelés à réduire leurs émissions de CO₂, dioxyde de carbone, qu'il s'agisse de l'industrie, de l'énergie ou des villes. Objectif : limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré, et non à 2 degrés. Seulement un demi-degré, mais qui change tout selon les experts.

Détail du rapport avec Anne-Cécile Bras.

Anne-Cécile Bras :

C'est le grand enseignement de ce rapport : un demi-degré de réchauffement global du climat de notre planète de plus et nous basculons dans un autre monde.

Dans les deux cas, les impacts sont sévères et se font déjà sentir, mais avec 1,5 degré au lieu de 2, la hausse du niveau de la mer sera inférieure de 10 cm. C'est peu pensez-vous, mais près des deux tiers de la population mondiale vit à moins de 60 km des côtes donc plus de 10 millions de personnes seraient épargnées.

Dans la plupart des régions habitées, l'intensité des vagues de chaleur grimpera de 3 degrés dans un cas, de 4 degrés dans l'autre. Les précipitations torrentielles seront aussi plus importantes avec 2 degrés, en particulier dans les hautes latitudes de l'hémisphère nord, en Amérique du Nord et en Asie.

Les conséquences sur nos économies ne sont pas non plus les mêmes avec un demi-degré d'écart : les pêcheries par exemple verront leurs prises annuelles chuter de 1,5 million de tonnes dans le premier cas, de plus de 3 millions de tonnes dans le second.

Mais les auteurs du rapport sont clairs sur un point : il faut agir tout de suite. Or selon l'OCDE [**NDLR : Organisation de coopération et de développement économiques**], seulement 9 pays ont soumis aux Nations unies des programmes concrets pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

La mobilisation n'est donc toujours pas à la hauteur.